



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE
RESSOURCES HUMAINES ET SÉCURITÉ
Carrières & développement du personnel
Formation & développement

Bruxelles, le 21 avril 2022

Objet: *Appel d'offres HR/2021/MVP/0033 - Organisation et animations de formations pédagogiques pour le personnel éducatif des Centres de la Petite Enfance (CPE) - Formations pédagogiques générales*

Madame, Monsieur,

La Commission européenne, direction générale Ressources humaines et sécurité, direction Carrières et développement du personnel, Unité Formation et développement (dénommée ci-dessous *le pouvoir adjudicateur*) envisage la passation du marché résultant de la procédure en objet. Les documents de marché comprennent la publication sur internet, la présente lettre d'invitation, le ou les projets de contrat et le cahier des charges accompagnés de leurs annexes.

1. Soumission des offres/demandes de participation

Les opérateurs économiques intéressés par ce marché sont invités à faire parvenir une offre dans l'une des langues officielles de l'Union européenne

Les opérateurs économiques doivent soumettre une offre exclusivement par courrier électronique à HR-FORMATIONS-CPE-OFFRES@ec.europa.eu. L'offre doit être reçue au plus tard le **lundi 23 Mai 2022 à 17h00**, heure de Bruxelles.

Les offres reçues après la date limite de réception des offres seront rejetées. L'accusé de réception de l'offre comportant la date et l'heure officielles de la réception de l'offre constitue la preuve du respect du délai pour la réception.

Les offres doivent être:

- a) parfaitement lisibles afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres;
- b) établies suivant les formulaires type de réponse figurant dans le cahier des charges (annexe 6).

Les soumissionnaires doivent s'assurer que les offres qu'ils présentent contiennent l'ensemble des informations et des documents demandés par le pouvoir adjudicateur au moment de la soumission, comme indiqué dans les documents de marché.

Les frais occasionnés pour la préparation et la soumission des offres sont intégralement à la charge du soumissionnaire et ne seront pas remboursés.

2. Effets juridiques de l'invitation à soumissionner et de la soumission d'une demande de participation/offre

La présente invitation à soumissionner ne constitue aucun engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne prend naissance qu'à la signature, par les deux parties, du contrat avec l'attributaire.

Le pouvoir adjudicateur peut, jusqu'à la signature du contrat, annuler la procédure de passation du marché, sans que les candidats ou les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation. Le cas échéant, cette décision serait motivée et portée à la connaissance des candidats ou soumissionnaires.

La période de validité de l'offre, durant laquelle le soumissionnaire est tenu de maintenir toutes les conditions de celle-ci, est 6 mois.

La soumission d'une offre vaut acceptation des conditions contenues dans les documents de marché et, le cas échéant, renonciation du soumissionnaire à ses propres conditions générales ou particulières. L'offre présentée lie le soumissionnaire pendant l'exécution du contrat, s'il en devient l'attributaire.

3. Contacts pendant la procédure de passation de marché

Pendant toute la procédure, les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les candidats ou soumissionnaires ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel. Ils ne peuvent intervenir que dans les conditions suivantes:

3.1 Phase de soumission (avant la date limite pour la réception des offres)

Sur demande, le pouvoir adjudicateur peut fournir des renseignements supplémentaires ayant strictement pour but de clarifier les documents de marché.

Toute demande de renseignements supplémentaires doit être adressée, par écrit uniquement, à HR-C4-LOCAL-TRAINING-CONTRACTS@ec.europa.eu.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de répondre aux demandes de renseignements supplémentaires reçues moins de six jours ouvrables¹ avant la date limite pour la réception des offres.

De sa propre initiative, le pouvoir adjudicateur peut informer les intéressés de toute erreur, imprécision, omission ou autre insuffisance matérielle dans la rédaction des documents de marché.

Tous les renseignements supplémentaires, y compris les informations susvisées, seront envoyés simultanément à tous les candidats invités à soumissionner.

3.2 Ouverture des offres

Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres qu'ils ont soumises dans le but de les adapter aux documents de marché et de rechercher l'offre

¹ Jours ouvrables dans le lieu où se trouve le pouvoir adjudicateur (lieu indiqué à la rubrique I.1 de l'avis de marché).

économiquement la plus avantageuse. Les exigences minimales et les critères définis dans les documents de marché ne font pas l'objet de négociations. Durant les négociations, l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires est assurée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base des offres reçues initialement.

Dès le moment où le pouvoir adjudicateur a ouvert les offres, elles deviennent sa propriété et sont traitées de façon confidentielle.

3.3 Phase d'évaluation (après l'ouverture des offres)

Sauf dans les cas dûment justifiés, les soumissionnaires n'ayant pas présenté les pièces justificatives ou effectué les déclarations prévues par les documents de marché seront contactés par le pouvoir adjudicateur afin de fournir les informations manquantes ou de clarifier les documents justificatifs.

Le pouvoir adjudicateur peut corriger des erreurs matérielles manifestes dans l'offre, moyennant confirmation de la correction par le soumissionnaire. Ces informations, clarifications ou confirmations ne doivent pas apporter de modifications substantielles à l'offre.

3.4 Phase d'attribution

Les soumissionnaires seront informés du résultat de cette procédure d'appel d'offres par courrier électronique. L'information sera envoyée à l'adresse électronique indiquée dans l'offre pour le soumissionnaire (ou au chef de file en cas d'offre conjointe). La même adresse électronique sera utilisée par le pouvoir adjudicateur pour toutes les autres communications avec le soumissionnaire. Il appartient au soumissionnaire de fournir une adresse de courrier électronique valide et de vérifier régulièrement sa messagerie.

4. Protection des données

Si le suivi d'une réponse à l'invitation à soumissionner implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément au règlement (UE) 2018/1725² du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE. Sauf indication contraire, les données à caractère personnel seront traitées uniquement à des fins d'évaluation par la Commission européenne agissant en qualité de responsable du traitement des données. Des renseignements détaillés concernant le traitement de vos données à caractère personnel figurent dans la déclaration de confidentialité consultable à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/info/data-protection-public-procurement-procedures_fr.

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, si vous avez des commentaires, des questions ou des doutes, ou si vous souhaitez introduire une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, vous pouvez prendre contact avec le responsable du traitement des données à l'adresse HR-C4-LOCAL-TRAINING-CONTRACTS@ec.europa.eu, en spécifiant explicitement l'objet de votre demande. Les données à caractère personnel du soumissionnaire pourront

² JO L 295 du 21.11.2018, p. 39.

être enregistrées dans le système de détection rapide et d'exclusion (EDES), s'il se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136 du règlement financier. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration relative à la protection de la vie privée à l'adresse http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_fr.cfm.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Klaus Ahrend
Chef d'unité

Annexe: Cahier des charges et annexes
Projet de contrat et annexes